

Lille, le 11 avril 2023



**DÉCLARATION LIMINAIRE**  
**Au CSA de la DI des Hauts de France**  
**du 11 avril 2023**

Monsieur le Président,

Le 30 mars dernier, nous avons boycotté le premier comité social d'administration de la DI des Hauts de France.

Les raisons de ce boycott, indiquées dans une expression intersyndicale, restent malheureusement d'actualité.

Sur la réforme des retraites, une douzième journée de protestation nationale est prévue le 13 avril. Le lendemain, les décisions du Conseil constitutionnel seront scrutées avec un grand intérêt.

Dans la sphère douanière, les préoccupations sont toujours aussi nombreuses.

Sur la réécriture de l'article 60 et sur l'évolution des effectifs, nous émettons beaucoup de réserves.

Pour le chantier surveillance, les premières réunions entre les syndicats et la direction générale ne sont pas satisfaisantes.

D'ailleurs, les moniteurs de tir et TPCI se mobilisent en ce moment pour exprimer leurs revendications.

C'est dans ce contexte que vous nous évoquez la création de la BSE de Beauvais-Tillé.

Nous préférons dire la réouverture. En effet, cette brigade existait jusqu'en 2005 avant d'être fermée.

Pourtant, lors d'un CTPL de la direction régionale de Picardie, l'intersyndicale l'avait défendue avec de très bons arguments, dont l'analyse reprise aujourd'hui par l'administration sur le nombre croissant des voyageurs.

Si nous avons rappelé l'historique de cette brigade, c'est pour démontrer qu'il est le parfait exemple du manque d'écoute de nos décideurs.

Peut-être qu'un jour ils comprendront que le dialogue social doit permettre de changer certaines orientations.

Ainsi quand, avec des bons arguments, les OS avancent, parfois il serait important que les dirigeants reculent, sinon comment voulez-vous qu'entre nous un véritable dialogue social s'articule ?

Les élus du SNAD CGT en CSAL des Hauts de France